

JUILLET 2024

RÉSUMÉ

JOUER AVEC LE FEU

LES ASSUREURS CANADIENS ET LES COMBUSTIBLES FOSSILES

INVESTORS *for*
PARIS COMPLIANCE

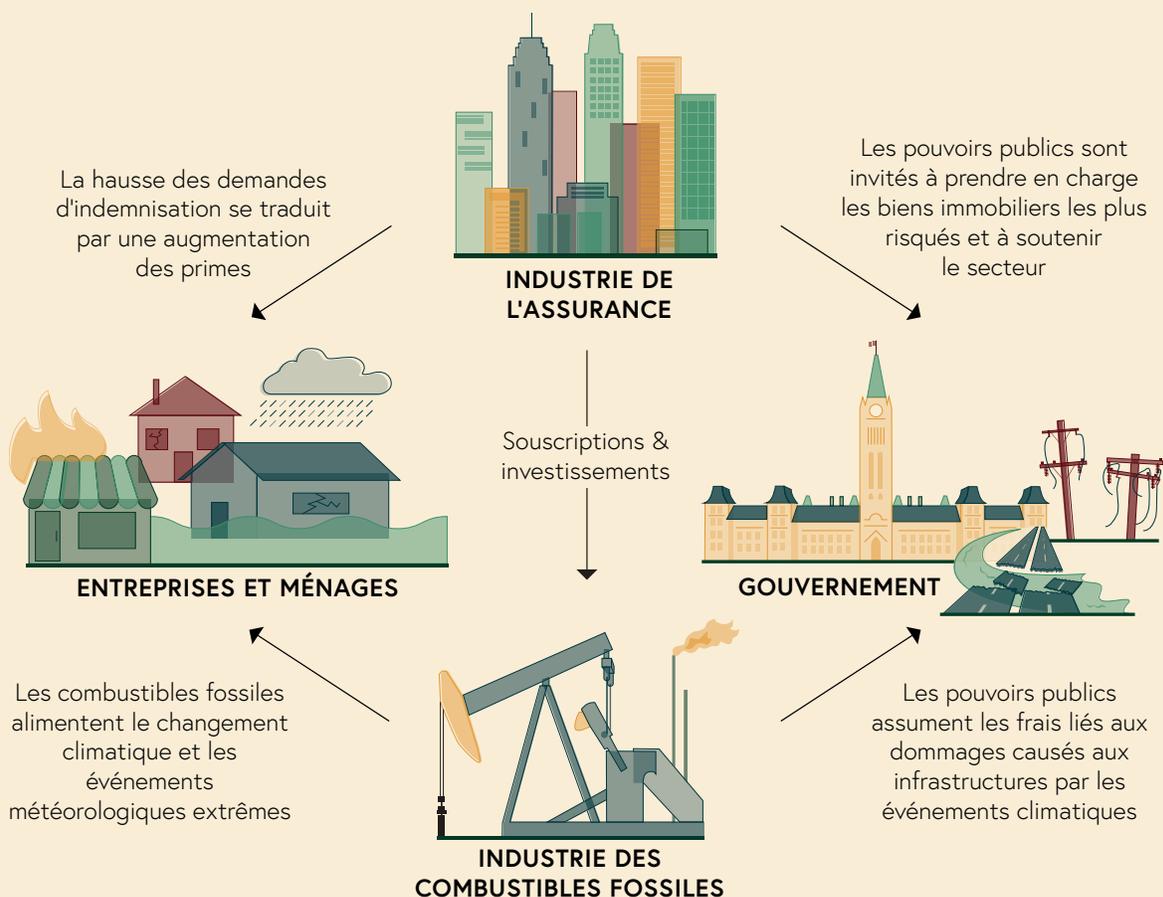
RÉSUMÉ

Il existe une contradiction au sein de l'industrie canadienne de l'assurance multirisque. Bien que ce secteur reconnaisse la menace importante que le changement climatique fait peser sur son modèle économique compte tenu des risques accrus et de la hausse des demandes d'indemnisation, il continue d'exacerber ces risques en souscrivant et en investissant dans le secteur des combustibles fossiles.

Les sociétés d'assurance multirisque canadiennes sont particulièrement impliquées dans les entreprises du secteur des combustibles fossiles. Selon nos estimations prudentes, les sept plus importantes sociétés d'assurance multirisque au Canada et leurs sociétés mères ont investi plus de 19,5 milliards \$ dans des actifs liés aux combustibles fossiles en 2023. Il en résulte un cycle de création et de redistribution des risques aux ménages et aux entreprises, aux gouvernements et, ultimement, aux contribuables (voir le diagramme).

19,5 G\$
dans des actifs liés
aux combustibles
fossiles en 2023

RÉPARTITION DU CLIMATIQUE : LES ASSUREURS FACE AUX DOMMAGES CAUSÉS PAR LES COMBUSTIBLES FOSSILES



Le secteur de l'assurance entretient un cycle néfaste, en assurant et en investissant dans l'industrie des combustibles fossiles, qui est à l'origine du changement climatique et des dommages causés par les conditions météorologiques extrêmes. L'augmentation des sinistres qui en résulte se traduit par une hausse des primes, et les contribuables paient également la note pour les dommages causés aux infrastructures.

SECTION 1.1

La hausse des demandes d'indemnisation se traduit par une augmentation des primes

Les événements météorologiques extrêmes entraînent une augmentation des dommages matériels à travers le pays. Le secteur de l'assurance estime que les sinistres catastrophiques assurés se sont chiffrés à plus de 3,4 milliards \$ en 2023, dont des centaines de millions pour les incendies, ce qui fait de 2023 une année marquée par un total des demandes d'indemnisation supérieur à 3 milliards \$ pour la deuxième année consécutive.

En réaction, les sociétés d'assurance augmentent leurs tarifs pour maintenir leurs profits. Les taux hypothécaires et d'assurance habitation ont augmenté de plus de 73% au cours de la dernière décennie, avec une augmentation moyenne de 7,7% dans l'ensemble du pays pour la seule année 2023, et une hausse plus importante dans certaines régions — +18% en Colombie-Britannique. Intact, la plus importante société d'assurance multirisque, a augmenté ses tarifs d'assurance habitation de 8% en 2023 tout en augmentant de 10% les dividendes qu'elle verse à ses actionnaires. Le poids de l'augmentation des tarifs pèse de manière disproportionnée sur les familles vulnérables, des milliers d'entre elles se tournant vers le financement participatif pour couvrir leurs frais d'assurance.

SECTION 1.2

Les pouvoirs publics sont invités à prendre en charge les biens immobiliers les plus risqués et à soutenir le secteur, tout en assumant les frais liés aux dommages causés aux infrastructures par les événements climatiques

Le secteur de l'assurance réagit aussi en se déchargeant des risques et des coûts sur les pouvoirs publics. Un nouveau programme fédéral d'assurance contre le risque inondation prendra ainsi en charge les risques des propriétés les plus exposées dans les plaines inondables, et il est aussi question d'un soutien fédéral global pour le secteur face à l'augmentation des risques de sinistres catastrophiques. Cela pourrait bénéficier à la stabilité financière à court terme du secteur, mais risque de réduire le marché de l'assurance privée et d'augmenter la charge financière à long terme pour les contribuables. Les gouvernements continuent également d'assumer les frais liés à l'augmentation des dommages causés par le changement climatique aux infrastructures publiques.

SECTION 2

Les assureurs souscrivent et investissent dans les combustibles fossiles, qui alimentent le changement climatique et contribuent aux dégâts causés par les intempéries

Pendant ce temps, les sociétés d'assurance multirisque poursuivent leur quête de profits en soutenant les activités de l'industrie des combustibles fossiles. L'assureur canadien Fairfax est un des principaux assureurs des combustibles fossiles, classé parmi les 10 premiers au monde, et sa filiale Allied World est l'assureur de dernier recours pour les projets liés au charbon, notamment en Asie. D'autres assureurs canadiens ont des programmes actifs de souscription de contrat auprès du secteur des combustibles fossiles.

Au niveau international, les sociétés d'assurance ont commencé à reconnaître la menace que représentent les activités à forte teneur en carbone pour leur secteur. Des dizaines d'assureurs ont adopté des politiques limitant ou supprimant les souscriptions et les investissements dans le charbon, le pétrole et le gaz. Par ailleurs, cinq des sept plus grandes sociétés d'assurance multirisque canadiennes se sont dotées d'un objectif zéro émission nette d'ici à 2050, et seulement deux d'entre elles imposent certaines restrictions sur la souscription des combustibles fossiles. En fin de compte, aucune société d'assurance ayant pris un engagement zéro émission nette ne devrait assurer des projets liés au développement des combustibles fossiles.

SECTION 3

La voie à suivre

Pour résoudre la contradiction entre les combustibles fossiles et l'industrie canadienne de l'assurance multirisque, les sociétés d'assurance doivent élaborer et publier des plans de transition robustes. Voici nos recommandations :

1 Fixer des objectifs et mesurer les progrès. Tout plan commence par une idée claire du but à atteindre.

Établir un solide programme des politiques et activités pour atteindre les objectifs :

- 2**
- a. Réorientation du portefeuille
 - b. Transformation de la clientèle / des entreprises bénéficiaires
 - c. Promotion des solutions climatiques
 - d. Lobbying auprès des pouvoirs publics

3 Rendre compte des progrès accomplis en définissant clairement les responsabilités de la direction, les capacités et les mesures incitatives.

Les organismes de réglementation doivent intervenir pour garantir l'alignement total du secteur canadien de l'assurance sur le principe du zéro émission nette, tout particulièrement à l'heure où cette industrie cherche à obtenir le soutien des pouvoirs publics pour atténuer le risque climatique. Le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) a commencé à exiger des sociétés d'assurance une meilleure divulgation des émissions financées et la mise en place des plans de transition climatique, mais sans déterminer ce qui constitue un plan crédible ni les conséquences en cas de non-respect des objectifs. Voici nos deux principales recommandations en termes de réglementation :

1

Les organismes de réglementation devraient réajuster les incitations en instaurant des exigences prudentielles en matière de capital qui tiennent compte des risques financiers liés au climat des financements et des investissements associés aux combustibles fossiles. Cela peut se faire par le biais d'une surcharge en fonds propres pour les expositions aux combustibles fossiles qui risquent de devenir des actifs échoués.

2

Le BSIF doit rendre obligatoire la publication de plans de transition climatique complets et crédibles, assortis d'objectifs clairs et de mesures de reddition de comptes. Il doit en outre définir des sanctions pour les assureurs qui ne parviendraient pas à atteindre leurs cibles zéro émission nette.

Les assureurs canadiens peuvent jouer un rôle positif dans la transition énergétique. Il y a une centaine d'années, le secteur a contribué au déploiement de l'électricité en établissant des normes afin que les nouvelles entreprises puissent accéder à la souscription de contrats d'assurance. Une telle innovation est à nouveau nécessaire aujourd'hui pour encourager le développement des énergies renouvelables et des solutions climatiques.